

Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements : 20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements : Chèque bancaire à l'ordre de SARO ou chèque postal à l'ordre du « Prolétaire »

Abonnements : 1 an : 50 F; 6 mois : 25 F pli fermé : 80 F et 40 F

Abonnements de soutien : à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 326
LE NUMERO : 2 F 50
20 FB - 1 FS
27 déc. 80 au 9 janv. 81

POLOGNE

A bas les pompiers sociaux !

Si le mouvement ouvrier en Pologne ne se calme pas, ne revient pas sur ses revendications, alors l'Etat n'hésitera pas à utiliser le bâton et à faire appel, si le besoin s'en fait sentir, au grand frère russe. Qu'une éventuelle intervention militaire n'ait pas un contenu national, mais de classe, ressort à l'évidence du fait que la bourgeoisie polonaise (gouvernement et opposition, Eglise et Parti) fait bloc avec l'impérialisme russe contre la classe ouvrière.

Pour Rakovski, un des représentants de l'aile libérale du parti, les choses sont claires : ce qui met en danger la si « fragile » société polonaise, ce n'est ni l'aile conservatrice du parti qui résiste aux réformes, ni l'Eglise, ni l'opposition démocratique du type KOR, c'est « un courant que certains définissent comme anarcho-syndicaliste » et dont le tort est de ne pas comprendre que « l'existence du nouveau syndicat comme force indépendante du pouvoir dépend surtout de l'appui que celui-ci donnera aux forces qui dans le parti veulent réaliser le programme de la rénovation ». La victoire de ce courant signifierait « le chaos de l'économie du pays » (Interview à l'Unité du 20-11-80). Autrement dit la seule condition pour que la bourgeoisie respecte les formes démocratiques, c'est que la classe ouvrière renonce à toute revendication propre. N'est-ce pas le secret de l'Occident libre ?

Mais, dira-t-on, c'est le parti au pouvoir qui parle ainsi ! Qu'en pensent les nouveaux représentants des travailleurs ? L'interview d'un certain Geremek (voir *Le Monde* du 17-12-80) qui est « expert-conseiller », s'il vous plaît, de Solidarité, en dit long à ce sujet.

Pourquoi les dirigeants de Solidarité se sont-ils opposés « à la formulation de

nouvelles revendications salariales » ? Parce que « nous avons depuis deux bons mois le sentiment que le pouvoir était, d'une certaine façon, dépassé par les événements et qu'il fallait que le syndicat, fort du soutien populaire, prenne en compte la réalité des difficultés économiques et en explique les conséquences ». Pas les causes, évidemment ! Figurez-vous, quelle horreur ! que le mouvement « aurait pu largement dépasser le cadre des accords de Gdansk ». De plus, « les augmentations de salaire n'auraient pu être qu'illusoire », car l'« économie ne dispose d'aucune réserve ».

Voilà les deux considérations qui « ont poussé le syndicat à prendre une décision en partie contradictoire avec sa raison d'être : arrêter toutes les actions revendicatives et chercher à établir un programme social à long terme qui prenne en compte les données de la crise économique ». En somme, rien d'autre que le vieux « retrouvez vos manches » en attendant les « lendemains qui chantent »...

Mais tout cela ne risque-t-il pas de couper les dirigeants de la base ? « Le risque est très grand et la direction du syndicat en était consciente. Mais il me semble que les résultats de cette politique sont plus satisfaisants qu'on n'au-

rait pu le penser puisque nous sommes arrivés à arrêter plus ou moins vite tous les mouvements de grève spontanés ».

DANS CE NUMERO

- Du gaullisme au giscardisme : la défense de l'impérialisme français.
- L'indexation des salaires.
- Italie du Sud : Qui est responsable du désastre ?
- « Eugène Varlin » et les luttes immédiates.
- 1921 : Le congrès de Tours et le réformisme.

Pour cela, le gouvernement a mis à la disposition des « pompiers volants » de la direction de Solidarité tous les moyens de propagande et de déplacement possibles. De leur côté, ceux-ci ont largement agité la menace des chars russes et usé de toute leur influence sur les ouvriers pour les pousser à renoncer « volontairement » à leurs revendications urgentes. Geremek n'a même pas peur de dire

(Suite page 2.)

TCHAD

Nouvelles menaces d'intervention française

A chacun sa menace d'intervention militaire. Les Polonais ont la leur, les Africains aussi, avec l'impérialisme français.

Divers « mouvements de troupes » qui ont eu lieu dans la deuxième semaine de décembre entre les bases françaises de l'Océan indien et de l'Afrique noire ont montré que le retour d'un corps expéditionnaire français au Tchad n'était pas une hypothèse d'école.

Les grands moyens de la presse vendue, parlée et écrite, se sont brusquement mis à verser des larmes de crocodile sur les millions d'affamés du Sahel, et à vanter la « coopération » française. Il était naturellement hors de question de montrer que la misère et la famine qui sévissent en particulier du Sénégal au Tchad n'ont rien de naturel et qu'elles sont les résultats directs du pillage de l'impérialisme français. Il s'agissait d'accoutumer l'opinion publique à un nouveau geste humanitaire des... parachutistes !

L'autre élément de la campagne menée par la bourgeoisie en faveur d'une nouvelle expédition est l'intervention libyenne aux côtés de Goukouni. Les prolétaires ne peuvent que nourrir le plus profond mépris pour le velléitarisme panarabiste attardé et surtout intéressé d'un Khadafi, qui sert à propos du Sahara central les mêmes justifications historiques qu'un Hassan II pour annexer le Sahara occidental. Cependant l'impérialisme français est un adversaire bien plus coriace et la lutte contre ses justifications ne doit pas être relâchée.

Quelle hypocrisie que la défense du Tchad contre une intervention armée étrangère ! Il est vrai que l'impérialisme ne se considère pas comme étranger au Tchad et aux autres pays de la région : il y est en terrain conquis... (comme disait un jour le ministre français des Affaires étrangères : « l'Afrique aux Africains, cela ne veut pas dire l'Afrique aux autres ! »).

L'autre argument utilisé est plus cynique : il y aurait risque de déstabilisation de la

(Suite page 2.)

L'indexation des salaires en question

A côté des hausses du pétrole, la bourgeoisie et ses économistes découvrent aujourd'hui un autre coupable de l'inflation, et surtout de l'augmentation de ses coûts de production : l'indexation des salaires sur les prix. *Le Figaro* du 6-7 décembre 1980 se penche sur le phénomène : « Devant le conseil économique, le premier ministre a identifié cinq causes structurelles de l'inflation ». En tête, « les indexations explicites et implicites des salaires ». Explicites : l'indexation du SMIC, le système des grilles dans la fonction publique. Et l'ordonnance du 30 décembre 1980 a beau avoir interdit théoriquement l'indexation des salaires hors de la procédure du SMIC, elle joue implicitement dans les alignements régionaux, les réévaluations des prestations sociales, etc.

Et *Le Figaro* de se lamenter : « Là est la contradiction interne de nos sociétés, et singulièrement la française. On prétend faire vivre un système fixe avec garanties et statuts en symbiose avec un système marchand, donc mouvant » ! Avec cet « immobilisme marmoréen » (dit *Le Figaro*...) comment les différents secteurs économiques (patrons et ouvriers confondus bien sûr !) seraient-ils avertis de l'échec ou du succès, de la nécessité de s'adapter ? Que deviennent les précieux aiguillons de la concurrence, de la lutte pour la vie, de la récompense et de la sanction ? C'est vrai, tout cela n'est pas bien moral.

Mais, morale à part, pourquoi la bourgeoisie (et pas seulement en France) a-t-elle dans l'après-guerre accepté, et même encouragé, ce système de l'indexation ? Sans doute pas par charité chrétienne, ni par passion égalitaire. *Le Figaro* le rappelle incidemment : la hausse des prix est devenue si

(Suite page 2.)

Du gaullisme au giscardisme

La défense de l'impérialisme français

La défense de l'impérialisme français, c'est-à-dire des intérêts de la France dans un monde, est évidemment une constante de la politique de la bourgeoisie française. Grande puissance européenne, et donc mondiale, au XIX^e siècle, la France a vu son importance diminuer au XX^e siècle à la suite notamment des deux conflits mondiaux. Ce déclin a été d'autant plus

Au sortir de la deuxième guerre mondiale deux tendances apparurent au sein de la bourgeoisie française : l'une qui, sentant la faiblesse du pays dans un monde de plus en plus dominé par les super-grands, voyait dans la participation à la construction de l'Europe la possibilité de préserver le mieux les intérêts de la France, l'autre qui voyait dans cette politique le risque de mettre les intérêts français à la remorque d'un autre pays européen plus puissant, l'Allemagne, et qui essayait de poursuivre la politique de grande puissance « indépendante » de la France.

Après le premier intermède gaulliste qui suivit la fin de la deuxième guerre mondiale, c'est la tendance européenne qui l'emporta et l'on assista à la mise en place progressive des institutions européennes (CECA, traité de Rome), l'autre tendance ne manifestant son opposition absolue à ce processus qu'au moment où, allant manifestement trop loin à ses yeux, les « Européens » se déclarèrent partisans d'une défense européenne (la CED) dans laquelle ils voyaient, eux, un danger mortel d'aliénation de l'« indépendance nationale ».

En 1958, avec le retour du gaullisme, c'est l'autre tendance qui s'affirma. Le gaullisme ne renonçait pas pour autant à poursuivre la construction européenne. Il voulait sim-

plement que celle-ci se fasse si possible sous l'égide de la France. Ce qu'il reprochait d'autre part à la tendance européenne, c'était son penchant excessif pour le camp atlantique et l'acceptation de la subordination des intérêts français aux intérêts américains. Tout en restant membre de l'Alliance atlantique, le gaullisme essaya donc de maintenir l'« indépendance nationale » face à l'impérialisme américain. Pour cela il fallait d'une part « construire » l'Europe et donc se rapprocher de l'Allemagne, d'autre part établir des liens commerciaux avec la Russie. On assista alors à un rapprochement avec l'Allemagne (les rencontres avec Adenauer) et à la mise en place progressive d'un Marché commun dans lequel le tandem France-Allemagne devait avoir la suprématie face aux autres pays européens considérés, à juste titre d'ailleurs, comme autant de chevaux de Troie de l'impérialisme américain, à commencer bien entendu par la Grande-Bretagne.

Sur le plan mondial, la France se rapprocha de la Russie (« détente, entente, coopération ») afin de défendre dans cette direction les intérêts français. Elle prit ses distances à l'égard des Etats-Unis en quittant le commandement intégré de l'OTAN. Elle se rapprocha des pays arabes et des pays du Tiers-Monde et poursuivit à l'égard

ressenti par la bourgeoisie française et elle y a d'autant plus vivement réagi que, parallèlement, d'autres pays se développaient et se renforçaient à l'échelle mondiale, comme l'Allemagne, le Japon et les Etats-Unis, pour ne parler que des pays « occidentaux ».

de l'Afrique — le domaine réservé du général — une politique de défense renforcée des intérêts français. Sur le plan militaire, le gaullisme fut l'artisan de la mise en place d'une force nucléaire autonome de « dissuasion » symbolisant la volonté de la France de compter encore parmi les grands, volonté qui s'est traduite, dans toute la mesure du possible... par une politique de « grandeur nationale ». Cette politique, le pompidolisme allait la poursuivre sur le plan international et sur le plan national, en particulier en donnant un coup de fouet à la modernisation de l'appareil de production français (l'« impératif industriel »).

Arrive le giscardisme. De la même façon que le gaullisme s'était fait l'héritier de la tendance européenne en essayant de mettre l'Europe au service de la France, le giscardisme allait se faire l'héritier du gaullisme, dans la mesure où il poursuit la même politique à l'échelle mondiale (le « mondialisme » giscardien) en la renforçant à l'heure de l'aggravation des rivalités inter-impérialistes. A ce titre le giscardisme est tout à fait le continuateur du gaullisme (d'où le terme récent de « giscardogaulisme » pour définir la politique actuelle de l'impérialisme français).

Cette similitude se traduit par la même

(Suite page 2.)

POLOGNE

(Suite de la page 1)

que « l'existence de Solidarité est une simple nécessité de maintien de l'ordre social et de l'issue à la crise ». Il est vrai qu'il parle aux bourgeois français, pas aux ouvriers polonais...

Quel est le but du gouvernement polonais comme de l'impérialisme russe ? Le maintien de l'ordre social ! C'est-à-dire l'ordre qui enchaîne les prolétaires à la machine et les jette dans la misère, tandis que les classes dominantes se disputent toutes les richesses produites par eux. Quel est le but des dirigeants de Solidarité ? Le même ! Contre qui tout ce beau monde doit-il défendre l'ordre social ? Contre les soi-disant « anarcho-syndicalistes » qui, parce qu'ils avancent les exigences réelles et urgentes de la vie de la classe ouvrière et luttent pour elles, démontrent qu'elles sont incompatibles avec la survie du marché, du salariat et du profit, c'est-à-dire du système d'exploitation fondé sur l'économie d'entreprise, fût-elle d'Etat !

Tous n'ont pas la même méthode pour maintenir l'ordre. Les uns sont pour l'usage de la force brutale. Les autres se prononcent pour la persuasion. Mais la persuasion n'aurait aucun poids sans la menace de la force. Réciproquement, l'utilisation renouvelée et trop fréquente de la terreur présente l'inconvénient de désigner trop clairement l'ennemi, l'Etat de la classe capitaliste, et de pousser la classe ouvrière à s'organiser indépendamment de lui et contre lui, pour l'abattre !

Selon *Le Monde* du 18 décembre, M. Walesa serait poussé « par certains courants de l'Eglise à exclure du présidium du syndicat de Gdansk la plupart des anciens membres du syndicat indépendant existant clandestinement à Gdansk avant août et qui avaient été à ses côtés le fer de lance de la grève. »

Gageons que ces vaillants prolétaires, auxquels la classe ouvrière doit beaucoup, ne laisseront pas faire ce « ménage » facilement !

L'utilisation de l'une ou de l'autre méthode n'est toutefois pas une simple question de volonté. Elle ne découle pas

d'une sorte de machiavélisme de la bourgeoisie. Elle dépend des conditions sociales historiques et politiques. Pour utiliser à fond la méthode démocratique, il faut de puissants amortisseurs sociaux. Il faut de forts partis possédant une influence déterminante sur la classe ouvrière, afin de lui faire accepter son propre esclavage. Cela suppose à son tour d'importantes réserves économiques, que seuls les grands pays impérialistes d'Occident ont pu acquérir de façon relativement durable grâce au monopole du marché mondial, et que la crise remet pourtant en question.

C'est dire combien la marge de manœuvre est étroite pour les pays de l'Est européen. Pays de capitalisme mineur, ils subissent l'exploitation des plus puissants, en l'occurrence de la Russie, par occupation directe, et de plus en plus des impérialismes occidentaux par le moyen « propre » de l'endettement. Coincés entre des colosses impérialistes, ils ont une continuité étatique extrêmement difficile, ce qui, devant toute lutte sociale sérieuse, les met à la merci de leurs puissants voisins.

Comme force alternative stable, la Pologne ne dispose que de l'Eglise, vers laquelle les dirigeants de Solidarité tentent de canaliser les réactions ouvrières contre le parti officiel, tandis qu'elle-même collabore directement avec ce parti pour « reprendre en mains » la situation. Mais les prières suffiront-elles à faire oublier aux masses exploitées les douleurs de leurs estomacs vides.

Toute la classe dominante polonaise et ses larbins, soutenue par la bourgeoisie et ses laquais de tous les pays, tous ces exploités et tous ces parasites font front commun contre les élans de la classe ouvrière.

Quelle que soit l'issue immédiate du drame gigantesque qui s'est noué à Varsovie, une chose est sûre : la classe ouvrière ne peut se protéger du terrorisme bourgeois et lutter pour elle-même qu'en rompant avec les partisans de l'économie nationale et du dialogue social, à l'Est comme à l'Ouest !

Qui est responsable du désastre en Italie du Sud ?

Rien de moins « naturel » que la catastrophe qui s'est abattue sur le Sud de l'Italie. Tout, depuis les conditions qui ont fait du séisme un massacre, jusqu'à l'organisation de l'agonie baptisée « plan de secours » et à la frénésie d'affairisme « reconstructeur » qui l'ont suivi, renvoie au vampirisme capitaliste. C'est l'économie et la société du profit qui sont responsables des milliers de morts et des centaines de milliers de sans abri.

Haroun Tazieff pose correctement la question : il ne s'agit pas de fuir à chaque fois la région ravagée pour s'installer dans une autre, alors que la péninsule est presque entièrement sismique, mais de construire de façon à résister aux séismes : « c'est cher, mais possible ». Nous sommes dans la société du profit : on lésine normalement sur le fer et le ciment parce que, pour le promoteur, ils représentent des frais inutiles. D'autant plus que l'Etat paie de toute façon, et que les habitants des logements populaires n'ont pas le choix.

« Ce sont surtout les maisons insalubres qui se sont écroulées, ou celles construites à la hâte et sans scrupules, ou encore les édifices publics et les quartiers populaires, dont les fondations se sont effondrées », écrit un chroniqueur local. Mais qu'est-ce qui reste en dehors de la liste ? Les maisons et les bureaux de la bourgeoisie et des classes moyennes en mesure de payer. Rien d'autre.

Seul un Pertini, président de la République, peut se prendre au sérieux quand il dit que les lois existent et qu'il suffit de les appliquer. La loi de 1962, venue après un tremblement de terre, a défini comme sismiques une région assez restreinte et des communes assez minuscules pour ne pas entraver la marche de la construction nationale, y compris celle de centrales nucléaires. La même loi a baptisé « antisismique » une reconstruction qui a réalisé en fait des ouvrages criminels. Elle n'a pas protégé la population contre le séisme, mais les promoteurs contre la population. La soi-disant attaque contre les « spéculateurs » ne sert qu'à couvrir le fonctionnement de toute la construction capitaliste, le chaos de l'urbanisme et la soumission complète des lois de la république à la loi du profit.

Les secours n'étaient pas encore arrivés, que déjà la chaux vive à verser sur les ruines et sur leurs habitants était prête. De la chaux vive, de la chaux vive tout de suite !

Et reconstruire. S'il existe un mot qui doit faire trembler la population italienne, c'est bien ce verbe « reconstruire », qui naît chaque fois des plus terribles catastrophes et qui les transforme en affaires colossales. La classe dominante jette de la chaux vive sur les morts et sur les emmurés vivants ; elle les utilise pour inciter le reste de la population à accepter de nouveaux « sacrifices » et pour arracher des crédits à l'étranger. Ces Méridionaux sont plus utiles morts que vivants !

Vivants, par contre, ils doivent s'en aller. Une gigantesque expropriation est en cours, sans besoin de lois ni d'indemnités. On reconstruira de la façon la meilleure : sans les gens. Une société qui se nourrit de ses morts ne peut pas être capable de secourir ses sinistrés. L'absence d'un plan de secours n'est que la suite logique de l'absence d'un plan social pour prévenir le désastre lui-même. Dans une société non fondée sur le profit, au contraire, les ressources destinées à prévenir les désastres seraient une part essentielle de la planification sociale : de la catastrophe, toute sociale, de ce tremblement de terre, surgit la nécessité du communisme.

En tout cas, les manœuvres gouvernementales et parlementaires actuelles ont une raison d'être : la peur que provoque la greffe des tensions suscitées par le séisme sur celles de la crise. Officiellement, il existait déjà 10.000 sans abri à Naples. Dans la région, le séisme en a créé 300.000. Les occupations d'édifices publics, surtout des écoles, et de maisons vides se développent spontanément. Les réquisitions commencent à attaquer timidement la masse des logements vides qui, rien qu'à Naples, sont estimés à 70.000. L'administration a dû se résoudre à cette mesure sous une pression énorme, bien que non organisée. Le problème du logement, qui avait déjà donné naissance à des comités d'expulsés, se pose aujourd'hui brutalement sur des bases de masse. C'est seulement cette pression qui, renforcée et organisée, pourra arracher les premières mesures, et l'aggravation du problème du logement pourrait agir comme un puissant unificateur des revendications concernant les différents aspects de la vie des prolétaires. La construction de la solidarité prolétarienne, qui ne vit pas de charité, mais de l'organisation d'un mouvement de lutte, est une nécessité impérieuse.

L'indexation des salaires en question

(Suite de la page 1)

rapide qu'il faudrait réajuster les salaires au moins deux fois par an. Alors, « ne peut-on pas faire l'économie de conflits sociaux répétitifs et douloureux pour toutes les parties ? » Eh oui ! la fonction de l'échelle mobile ou de l'indexation pour la bourgeoisie était d'empêcher les luttes, au moins pour la couche des salariés les plus stables, par l'espoir d'un réajustement automatique et sans douleur...

Pour une couche seulement. Un commentateur de la *Revue Internationale du Travail*, 1980, n° 1, à propos du rapport sur l'indexation du très bourgeois Bureau International du Travail le rappelle : les clauses d'indexation, quelles que soient leurs modalités, n'ont jamais touché que les travailleurs couverts par une forme de convention collective, ou, aux Etats-Unis, les seuls travailleurs syndi-

qués. Et l'auteur de l'article précise : l'aspect essentiel de ce type d'accord est de favoriser le dialogue entre partenaires sociaux, c'est-à-dire la franche collaboration des syndicats avec l'Etat bourgeois : « Ainsi, en Italie, la base nécessaire à l'indexation des salaires a été créée par un accord interconfédéral [entre syndicats] ». Dans le Royaume-Uni, les milieux gouvernementaux ont encouragé l'indexation, car « ils espéraient en effet obtenir de la sorte que les syndicats modèrent leurs revendications salariales » ! Et ces syndicats si compréhensifs ont su faire mieux : en Finlande, en 1967, ils ont, dans l'intérêt de « tous », renoncé à l'indexation jusqu'en 1979 ; en Australie, en 1975, ils ont au contraire soutenu l'effort du gouvernement pour... revenir à l'indexation afin de limiter les « trop fortes » augmentations de salaires arrachées dans certaines branches par les ouvriers ! Le BIT ne cache

pas non plus que chaque bourgeoisie a utilisé l'indexation non seulement pour maintenir la paix sociale, mais aussi pour retarder, avec tout un jeu de négociations différées, de 2, 3, 6 ou 12 mois la répercussion effective sur les salaires de l'augmentation du coût de la vie...

Aujourd'hui cependant, la bourgeoisie fait ses comptes et se demande si le jeu en vaut la chandelle. Ce système qui a rendu de grands services ne devient-il pas trop coûteux encore en temps de crise ? Ne pourrait-on obtenir le même résultat à moindres frais, à l'aide de la compréhension syndicale, et en jouant sur la concurrence entre les salariés, sur la démoralisation et les réflexes de chacun pour soi causés par le chômage parmi les salariés ?

La bourgeoisie italienne a déjà obtenu de ses larbins syndicaux la falsification des indices de l'échelle mobile, sous prétexte de « retour à la différenciation et à la reconnaissance des particularismes professionnels ». En France la bourgeoisie remarque avec intérêt (toujours dans *Le Figaro*) qu'« Edmond Maire, lui, a perçu cette dualité [entre la fixité de l'indexation et les remous du marché], et la proclame capitale, mais il n'en a peut-être pas encore perçu toute la profondeur » : en clair, ses appels aux nécessaires « sacrifices » n'ont pas encore toute la netteté souhaitée. Mais la bourgeoisie peut aussi compter, malgré les éclats de voix de la CGT contre l'austérité, sur son sens de l'intérêt national, sur le patriotisme d'entreprise, l'esprit de catégorie et de division chauvine qu'elle diffuse dans les rangs des travailleurs...

Certes, la bourgeoisie s'est efforcée d'utiliser tous ces mécanismes pour endormir la classe ouvrière et empêcher la lutte collective. Mais il est évident que les salariés ne peuvent être indifférents à la baisse effective de salaire que représentera la suppression de ces mécanismes d'ajustement, même partielle. La bourgeoisie leur indique elle-même la voie : en régime capitaliste, aucune « garantie » n'est durable sans la force de classe pour l'imposer. Contre la division et la résignation aux sacrifices pour le capital, la classe ouvrière ne pourra se défendre et se renforcer qu'en luttant non seulement pour le maintien des salaires, mais pour l'extension à tous des conditions les moins mauvaises, pour l'augmentation des salaires, des ressources et indemnités pour les chômeurs et contre toutes les discriminations entre les exploités.

Du gaullisme au giscardisme

(Suite de la page 1)

volonté d'assurer les intérêts de la France en Europe en renforçant la « solidarité » avec l'Allemagne, la même attitude à l'égard des Etats-Unis qui consiste à prendre ses distances chaque fois que cela est possible (voir les sanctions à l'égard de l'Iran ou les réactions devant l'invasion russe de l'Afghanistan), la même politique de détente avec les Russes (illustrée, entre autres, par le voyage de Giscard à Varsovie), la même politique — actions militaires comprises — à l'égard de l'Afrique, devenue domaine réservé de Giscard après l'avoir été de De Gaulle.

La nouveauté par rapport au gaullisme est dans le renforcement des liens avec le monde arabe et la volonté de plus en plus affirmée — au fur et à mesure que les tensions s'accroissent — de renforcer les positions de l'impérialisme français dans le Tiers-Monde. Les axes du giscardisme sont la : faire une Europe où dominant la France et l'Allemagne et essayer d'échapper ainsi, en redonnant au continent européen, la place qui était la sienne, à l'« hégémonie des deux blocs » ; d'autre part, renforcer l'impérialisme français en Afrique et dans les pays arabes (le « trilogue ») et aussi dans le reste du Tiers-Monde (le « dialogue Nord-Sud »).

Sur le plan militaire enfin, le giscardisme poursuit la même politique que le gaullisme, en la renforçant à l'extrême. Le refus de réintégrer le commandement militaire de l'OTAN — qui n'empêche pas bien sûr la réaffirmation solennelle de la solidarité occidentale inscrite dans le Pacte Atlantique, qui reste la seule alliance militaire de la France — s'accompagne d'un effort constant d'amélioration ou de développement de l'appareil de défense de la France, en particulier dans le domaine nucléaire (bombe à neutrons, missiles mobiles, etc.).

Cette filiation entre le gaullisme et le giscardisme n'a évidemment rien d'étonnant. Quel que soit le locataire de l'Elysée, il s'agit de défendre le mieux possible les intérêts de la France, puissance moyenne dans un monde où s'aggravent les tensions, des tensions qui se traduisent par la guerre commerciale et l'intensification des préparatifs de guerre impérialiste. C'est dire aussi que la marge de manœuvre que le giscardisme laisse aux différentes oppositions (RPR, PS, PC) est très étroite. Tous ayant comme axe politique la défense de l'impérialisme français, ce qui peut varier d'un programme à l'autre ce sont les moyens pour arriver au même but, non le but lui-même.

C'est ce que nous verrons dans un prochain article.

Sur le zinc...

— *Ecoute ce que j'ai lu dans le journal :* « Evoquant les objectifs économiques [il] a indiqué qu'il était impossible de faire mieux que d'essayer de « maintenir » le niveau de vie actuel... ». Devine qui fait ces belles promesses aux ouvriers ?

— *Tu crois que je ne reconnais pas les discours de Raymond Barre ?*

— *Perdu ! Cette fois c'est le « meilleur économiste hongrois », Janos Kadar. Il faut dire que pour trouver une différence...*

— *Barre, Kadar, mêmes charognards. Mais au fait, ils n'ont pas un Marchais à eux là-bas ? Oui, je sais, c'est Kadar lui-même, mais je veux dire un Marchais opposant, qui proposerait des solutions miracles, genre « produisons hongrois »...*

— *C'est vrai qu'il leur manque la « relève démocratique », comme disait l'hirondelle de Prague, Pelikan, mais ils y viennent. Regarde la Pologne. L'autre dimanche, j'ai entendu à la radio Bronislaw Geremek, « l'un des principaux experts-conseillers du syndicat Solidarité », déclarer qu'il fallait faire des sacrifices pour remettre l'économie nationale à flot...*

— *Je l'ai écouté moi aussi ; il disait même qu'eux seuls pourraient faire accepter ces sacrifices par les ouvriers ! Je croyais entendre Lama, tu sais, le Séguy italien.*

— *Décidément, les particularités nationales se perdent. Et les « voies nationales au socialisme », alors ?*

— *Des culs-de-sac, mon vieux, des culs-de-sac !*

TCHAD

région. Il est vrai que l'indépendance de l'impérialisme français se défend aussi au Sahara, uranium oblige ! Or précisément, le point de vue communiste révolutionnaire est que les prolétaires de la métropole ne peuvent que se féliciter de ce que les privilèges de leur impérialisme soient mis en cause !

Il serait pourtant souhaitable que ce ne soit pas seulement par des cliques rivales cherchant à se partager un butin, mais par la révolte sociale des masses exploitées de la région contre les satrapes locaux et leur maître impérialiste. C'est cette levée en masse salutaire que les prolétaires de la métropole doivent non seulement espérer mais aussi encourager et à laquelle ils devront un appui total.

Il y a 60 ans, se constituait le PCF

Le Congrès de Tours ou la "grande amitié" avec le réformisme

« Le parti, c'est la grande amitié » (Frossard, 1921).

« En 1920, c'est le parti de Jaurès dans sa majorité qui tira les leçons de l'histoire et, pour rester fidèle au combat des générations précédentes, se transforma en donnant naissance à notre parti [...]. Nous sommes les héritiers et les continuateurs de l'œuvre de Jaurès » (Marchais à Albi, 18-11-1980).

En ce soixantième anniversaire, nous pencher sur la naissance du PCF à Tours en décembre 1920 nous aide à comprendre plusieurs problèmes. Le congrès de Tours offre effectivement une illustration frappante des difficultés que l'Internationale de Lénine a rencontrées dès ses débuts pour importer le communisme en Occident, terre d'élection de la démocratie et de la social-démocratie. Derrière le jeu de ballet des orateurs qui se succèdent à la tribune de Tours pour encenser un même patrimoine, celui du « socialisme français », de « Babeuf à Guesde-Jaurès », c'est en réalité une tragédie qui se joue : celle de la naissance d'une Internationale hétérogène où des partis numériquement forts comme le PCF ou le PC allemand joueront le rôle de lourds boulets avant de devenir les partis moteurs de la contre-révolution montante, et où le seul parti né sur des bases authentiquement marxistes, le PC d'Italie, sera trop isolé pour faire entendre valablement sa voix dans le sens de la défense et du renforcement du caractère révolutionnaire du parti communiste mondial. Plus généralement, Tours nous offre une illustration limpide de « comment on ne fait pas » le parti révolutionnaire, le parti communiste que nous revendiquons.

Le problème qui se pose au mouvement communiste, en 1919-20, est celui de la naissance du parti communiste mondial après le désastre de 1914 et la faillite honteuse de l'Internationale Socialiste, et au moment où le prolétariat d'Europe surtout se trouve placé devant la tâche vitale d'étendre la révolution partie de Russie et d'empêcher son étranglement. La guerre, l'union sacrée, la révolution russe, les révolutions avortées d'Allemagne et de Hongrie avaient montré irrévocablement l'inconciliabilité de la voie des réformes et de celle de la révolution, la fonction historique contre-révolutionnaire de la social-démocratie de toutes nuances, droitières ou centristes, et la nécessité — comme l'affirma avec force le délégué de notre courant au II^e congrès de Moscou — de « dresser devant les réformistes des barrières infranchissables » pour éviter qu'ils n'entrent dans le nouveau parti international en formation et ne l'infectent de l'intérieur. Malgré les vingt et une conditions d'adhésion établies à Moscou en juillet 1920, les opportunistes chassés par la porte rentrèrent, à Tours comme à Halle, par la fenêtre : processus inscrit hélas dans la situation objective, malgré la volonté et les efforts des chefs de l'Internationale (1). Le PCF, comme nous le verrons, naquit dans une continuité parfaite avec la vieille SFIO.

Les gardiens de la « vieille maison »

Quel est donc le passé du socialisme français que tous les orateurs, de la droite de Blum à la « gauche » de Cachin-Frossard en

passant par le centre de Longuet, s'attachent, à Tours, à célébrer ? Il se caractérise avant tout par le lien avec la démocratie bourgeoise, avec la tradition jacobine de 1789-93, lien bien incarné par la figure de Jaurès, mais dont témoignent aussi le ministériarisme d'un Millerand, à la fin du XIX^e siècle, le « réflexe républicain » lors de l'affaire Dreyfus, la défense nationale et l'union sacrée en 1914 pour « défendre la France de la Révolution et de la démocratie » selon les paroles de Longuet, le tout sur le fond d'un parlementarisme invétéré, enveloppé de rhétorique « révolutionnaire » démocratique.

C'est en vertu de cette tradition socialo-jacobine que Blum n'a pas peur de s'affirmer « révolutionnaire ». Mais « révolution, cela signifie, pour le socialisme traditionnel français, transformation d'un régime économique fondé sur la propriété privée en un régime fondé sur la propriété collective ou commune [...]. C'est cette transformation qui est par elle-même la révolution, et c'est elle seule, indépendamment de tous les moyens quelconques qui seront appliqués pour arriver à ce résultat [...]. Si vous estimez que le but c'est la transformation, alors tout ce qui, même dans le cadre de la société bourgeoise, peut préparer cette transformation, devient travail révolutionnaire [...]. Et les réformes même [...], prises dans ce sens, sont révolutionnaires » (2). Oui par conséquent à la révolution... réformiste, parlementaire (quitte à employer aussi des moyens « illégaux », mais attention ! non au « blanquisme » des bolchéviks, « cette tactique des masses inconscientes, entraînée à leur insu par des avant-gardes » (p. 126), non à la révolution des « masses inorganiques », non éduquées (les Allemands auraient dit : des Lumpen).

C'est cette même capacité à envelopper d'une phraséologie révolutionnaire héritée du jacobinisme le plus plat réformisme qui explique la revendication, dans la motion et le discours de Blum de la... dictature du prolétariat (Marchais en frémirait aujourd'hui !), même « exercée par un parti » (peste ! qu'en diraient Mandel-Krivine ?), pourvu qu'elle soit une « dictature reposant sur la volonté et la liberté populaires, sur la volonté des masses, par conséquent [une] dictature impersonnelle du prolétariat. Mais non pas une dictature exercée par un parti centralisé, où toute l'autorité remonte d'étage en étage et finit par se concentrer entre les mains d'un comité patent ou occulte » (p. 129) ; bref une dictature, mais une dictature... démocratique, exercée par un parti démocratique « comme le nôtre » : un nonsens, une abstraction privée de chair et d'armes pour triompher.

Tout le discours de Blum — le plus solide d'un congrès qui, théoriquement, vole assez bas — est centré sur l'idée du parti, sur la défense du parti de type social-démocrate — « parti de recrutement le plus large possible » et, comme tel, « parti de liberté de pensée » (p. 108), parti fondé sur « l'autonomie des groupes et des Fédérations » (p. 110), respectueux de l'indépendance des syndicats, parti où toutes les tendances coexistent dans une « unité harmonique » (p. 113) — et sur l'opposition entre ce type de parti de « caractère populaire » (p. 106), bref démocratique, et le parti communiste

centralisé, homogène (horreur ! « on sacrifie le nombre à l'homogénéité », p. 116), dogmatique (« Votre doctrine est fixée une fois pour toutes ! Ne varietur ! Qui ne l'accepte pas n'entre pas dans votre parti, qui ne l'accepte plus devra en sortir », p. 113 — Eh oui, Bordiga avait justement dit cela au congrès de Moscou : sur ce point Blum avait bien mieux compris le caractère du vrai parti communiste que Frossard...).

Enfin c'est cette même tradition du parti social-démocratique et son point d'aboutissement nécessaire — le 4 août 1914 — que Blum revendique en défendant nettement, contre les louvoisements de Cachin qu'il déplore au passage, le social-chauvinisme : « Nous avons affirmé quelque chose et nous l'affirmons encore : il y a des circonstances où, même en régime capitaliste, le devoir de défense nationale existe pour les socialistes » (p. 132).

En somme Blum, par rapport au centre de Longuet et au centre-gauche de Cachin-Frossard, a un mérite : malgré sa rhétorique pseudo-révolutionnaire, il ne cache pas, il affirme au contraire, l'opposition irréductible « entre ce qui a été jusqu'à présent le socialisme [lisez : le réformisme] et ce qui sera demain le communisme » (p. 133). Il refuse d'entrer dans l'IC, fût-ce avec des réserves (« On entre ou on n'entre pas », p. 134). La droite, c'est indéniable, a sur le centrisme la supériorité de la franchise.

Or, avec la révolution russe et la fondation de l'IC, le centrisme se trouvait mis au pied du mur : c'étaient les faits eux-mêmes qui condamnaient l'impossible synthèse entre voie réformiste et voie révolutionnaire, entre parti social-démocrate et parti communiste. Le centrisme français ne fait pas exception : après la guerre qui les a un moment séparés, il rejoint la droite, dont il ne se sépare plus que par des nuances infimes. La motion Longuet « d'adhésion avec réserves à la III^e Internationale » coïncide dans presque tous ses points avec celle de Blum. Comme celle-ci, elle est pour « l'unité mondiale du socialisme », contre les diktats de Moscou, pour le polycentrisme, contre l'organisation clandestine, contre l'expulsion de qui que ce soit pour son passé, contre le changement de nom du parti, pour la « dictature impersonnelle », pour l'autonomie et contre toute scission du mouvement syndical, pour une opposition « constructive » au parlement, pour la défense de la petite propriété privée, pour la paix et la symbiose entre « devoir international et devoir national », à laquelle Longuet ajoute un ingrédient spécifique, l'« amitié » avec les peuples opprimés, à aider par tous les moyens, sauf... révolutionnaires. La seule véritable différence avec Blum, c'est que le « reconstruc-teur » Longuet prétend entrer dans l'Internationale Communiste, mais à ses conditions, et en compagnie de... toute la II^e Internationale : autrement dit avec des « réserves » telles qu'elles empêchent par elles-mêmes l'adhésion.

Absence d'une gauche marxiste

Voilà les opportunistes dont l'IC demandait à ses partisans de se séparer. Hélas, les « communistes » qui leur font place ne constituent ni un courant homogène, ni véritablement marxiste, et leur aile de beaucoup la plus nombreuse, guidée par les « pèlerins » de Moscou, Cachin et Frossard, n'est formée de rien d'autre que de centristes déguisés.

Les meilleurs des partisans de la III^e Internationale, ceux qui avaient derrière eux la lutte contre la guerre, une adhésion enthousiaste à la révolution d'Octobre et une participation ardente aux luttes ouvrières de l'après-guerre, étaient fort peu nombreux, et s'ils apportaient une grande combativité, ils étaient loin d'être des marxistes orthodoxes. Ils représentaient plutôt un courant composite où les rares communistes voisinaient avec les syndicalistes-révolutionnaires et les libertaires et flirtaient même avec les intellectuels humanistes du groupe « Clarté ». Ces militants confus, mais combattifs, étaient absents à Tours, car ils avaient pour la plupart été emprisonnés lors de la répression de la grande grève des cheminots de mai 1920. La « gauche » n'était donc représentée que par les transfuges du « Comité pour la reconstruction de l'Internationale », Cachin et Frossard, piliers sur lesquels reposera le jeune PCF, puisqu'ils deviendront respectivement directeur de L'Humanité et secrétaire général du parti.

Or Cachin-Frossard, que les fondateurs de l'IC avaient durement étriés au II^e congrès de Moscou, sont comme Blum-Longuet des héritiers directs de la tradition socialo-jacobine de la SFIO. Tous leurs discours à Tours le montrent. Au leitmotiv de Blum-Longuet, qui opposent le patrimoine socialiste français à la « nouveauté » étrangère du bolchévisme, Cachin-Frossard répondent inlassablement qu'il existe une continuité entre le socialisme français de toujours, mieux, entre la révolution française et le bolchévisme d'aujourd'hui. Cette continuité existe : chez eux. Et c'est pourquoi des thèmes de

Blum se retrouvent dans la bouche de ceux qui auraient dû être ses adversaires, et qui le traitent au contraire avec amitié et respect, au nom du « patrimoine commun ».

Frossard affirme que, comme Longuet, il a des réserves — et quelles réserves ! — à faire aux conditions d'adhésion formulées par l'IC : il n'admet pas la subordination des syndicats au parti, il est pour le droit de la minorité réformiste à la liberté d'expression, il considère comme inadmissibles les exclusions motivées par la conduite passée. Il se fait l'écho des paroles de Blum : oui, la dictature du prolétariat n'est qu'une « mesure provisoire » (p. 156). Oui, elle est une « dictature impersonnelle » (p. 158). Oui au « parti de recrutement » : « le parti que nous rêvons n'est pas un parti à effectifs réduits, c'est un grand parti puissamment organisé » (p. 162). « Ni comités occultes, ni dictature des chefs » (p. 174). Non à « la subordination du mouvement syndical au mouvement socialiste [car elle] est dans notre pays une impossibilité matérielle et une impossibilité morale » (p. 170 : les fameuses « conditions particulières...»). Oui à la « défense nationale honnête » (p. 186), car « nous n'entendons, ni les uns, ni les autres, retomber dans cet antipatriotisme grossier, imbécile et meurtrier [!] de l'avant-guerre » (p. 182).

Aussi ne peut-il que se déclarer, en toute logique, pour l'unité du parti et l'oubli de toutes les fautes, en opposition formelle avec les décisions de l'Internationale : « La résolution que nous vous proposons ne vous impose aucune exclusion » (p. 187). Et de faire l'éloge de Blum, Bracke, Renaudel : « Je vous considère comme des socialistes, et je le dis » (p. 190). Et d'adjurer ses « amis du centre » : « Je leur dis : Vous n'avez pas le droit de nous quitter ; vous ne le pouvez pas ; vous ne le devez pas. Nous avons besoin de vous comme vous avez besoin de nous » (p. 191).

Ainsi, à Tours, la scission a-t-elle été repoussée jusqu'au bout par ceux qui auraient dû la vouloir fermement. Dans cette atmosphère de « grande amitié » il a fallu, pour la précipiter, que le Comité Exécutif de l'IC envoie au congrès un télégramme traitant Longuet et les siens d'« agents déterminés de l'influence bourgeoise sur le prolétariat » (p. 140) et adjurant les communistes de créer enfin un vrai parti révolutionnaire, « libéré des éléments réformistes et semi-réformistes » (p. 141). Ce télégramme fait l'effet d'une bombe. Longuet se cabre : « Le moment est venu, pour vous, de dire si vous êtes disposés à recevoir le knout. Moi, je ne le suis pas » (p. 237). Mais la « gauche » ne se rend pas davantage. Ses représentants se succèdent à la tribune, déposant motion sur motion. Les uns, comme Cachin et Renoult, tentent de minimiser la portée du télégramme, qu'ils attribuent aux « violences verbales » habituelles aux Russes. Frossard, lui, n'hésite pas à affirmer : « Je ne suis pas d'accord avec Zinoviev. Pour moi, vous n'êtes pas des serviteurs de l'influence bourgeoise [...]. Nous entendons conserver notre droit de libre examen, comme il convient à un grand parti de libre pensée » (p. 244). Mais la droite et le centre persistent dans leur opposition. Ce sont eux qui, après le vote donnant une forte majorité aux partisans de la III^e Internationale, sortiront de la salle. Le PCF est né... malgré la volonté de ses fondateurs.

Il est né en englobant dans son sein une énorme majorité de centristes et sans une aile marxiste véritable, capable de se faire le pivot de la scission. Seule une situation de forte extension de la lutte de classe — que les bolchéviks espéraient — aurait pu brûler en partie ces scories. Mais on était déjà sur le reflux de la grande vague de 1917-20. Malgré de vigoureux étriages périodiques, Moscou ne réussira pas à faire du « grand » parti français un vrai parti communiste et c'est lui qui, comme ses frères européens, hélas, pèsera avec toutes ses inerties sur l'Internationale. Comme le constatera Bordiga en 1926 dans sa lettre à Korsch : la tentative des bolchéviks de « regrouper matériellement et puis seulement après de fondre de façon homogène les différents groupes à la chaux de la révolution russe n'a en grande partie pas réussi ». Il ne pouvait, alors, en aller autrement : les forces politiques n'étaient pas là. Mais il devait incomber au seul courant qui, en 1921, avait fondé un parti communiste « à la bolchévique », à la Gauche italienne, de lutter, après la défaite, pour greffer en Occident la tradition révolutionnaire, anti-démocratique, du « marxisme non avili ».

(1) Ce processus sera décrit en détail dans un chapitre de l'histoire de la Gauche communiste, à paraître début 1981 dans notre revue Programme Communiste n° 85. Voir aussi l'article « A propos du cinquantenaire des scissions de Tours et de Livourne », dans Programme Communiste n° 55.

(2) Le congrès de Tours, textes réunis par Annie Kriegel, Julliard, 1964, pp. 119 et 124. Toutes nos citations seront tirées de cet ouvrage.

Marx et... Marchais

« Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand désespoir des réactionnaires, elle a ôté à l'industrie sa base nationale. Les anciennes industries nationales ont été détruites, et le sont encore tous les jours.

Elles sont supplantées par de nouvelles industries dont l'adoption devient, pour toutes les nations civilisées, une question de vie ou de mort ; ces industries n'emploient plus des matières premières indigènes, mais des matières premières venues des régions les plus lointaines et dont les produits se consomment non seulement dans le pays même, mais dans toutes les parties du monde. A la place des anciens besoins satisfaits par les produits nationaux naissent des besoins nouveaux qui réclament pour leur satisfaction les produits des pays et des climats les plus lointains. A la place de l'ancien isolement et de l'autarcie locale et nationale, se développe un commerce généralisé, une interdépendance généralisée des nations. Et ce qui est vrai de la production matérielle ne l'est pas moins des productions de l'esprit. Les œuvres intellectuelles d'une nation deviennent un bien commun. Le particularisme et la frontière nationale deviennent de plus en plus impossibles ; de la multiplicité des littératures nationales et locales naît une littérature mondiale.

Le travail industriel moderne, l'asservissement moderne au capital, aussi bien en Angleterre qu'en France, en Amérique, en Allemagne, dépouillent le prolétaire de tout caractère national. [...]

Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ôter ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit d'abord conquérir le pouvoir politique, s'élever en classe dirigeante de la nation, devenir lui-même la nation, il est encore par là national ; mais ce n'est pas au sens bourgeois du mot.

Les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent déjà de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'ils entraînent.

La domination du prolétariat les fera disparaître plus encore. L'action commune, dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de l'émancipation. »

(Manifeste du Parti communiste, 1847.)

« JE CHOISIS de développer la France, d'investir, créer et produire français. Je choisis la priorité à nos ressources naturelles, à nos richesses, à nos capacités humaines, à nos activités industrielles, agricoles, scientifiques, culturelles. Je choisis de satisfaire avant tout la demande intérieure par la production nationale.

JE CHOISIS de développer la recherche française, de diffuser les connaissances et l'esprit scientifique en France. Je dis non à la mise en captivité de la science et de la culture de notre nation, non à leur subordination aux Etats-Unis, à l'Allemagne fédérale, au Japon. »

(Programme de lutte » en 131 points du PCF, 1980.)

« Eugène Varlin » et les luttes immédiates

L'attitude vis-à-vis des luttes immédiates a toujours constitué un sujet d'incessante polémique au sein du mouvement « marxiste-léniniste » et en particulier des sectes qui se sont développées à gauche de ce courant. Nous en avons traité naguère à propos des groupes « L'Éveil » et « Le Bolchevik » (1). Nous nous occuperons aujourd'hui de l'OC ML « Eugène Varlin », dont nous avons déjà touché un mot dans les numéros 322 et 324.

L'ex-« Éveil » théorise le refus pur et simple de participer aux luttes immédiates. « Eugène Varlin », lui, admet la participation à ces luttes, mais avec quel objectif ? La pure et simple propagande en vue de la « révolution socialiste immédiate » (sic) et le prosélytisme, aujourd'hui pour le ralliement des « ouvriers avancés » à l'« organisation communiste », demain pour la construction du parti et la conquête des masses (*Lutte Communiste* n° 20, p. 49). Quant au syndicat, il est vu aujourd'hui comme une « tribune pour la propagande révolutionnaire » (*Lutte Communiste* n° 13, p. 2), tandis que demain, quand le parti sera créé, « le but sera de transformer les syndicats en syndicats révolutionnaires pour la prise du pouvoir (et non en syndicats « durs » pour nos intérêts immédiats » (*Lutte Communiste* n° 20, p. 57). Une telle conception relève d'une totale incompréhension de la spécificité des luttes immédiates et des organisations destinées à les conduire, mais aussi de la nature de la révolution prolétarienne et du rôle du parti.

L'objectif des communistes dans les luttes immédiates de la classe n'est pas, pour « Eugène Varlin », de contribuer à sa défense en s'efforçant de rendre cette lutte la plus ample et la plus compacte possible, de contribuer ainsi à souder les rangs prolétariens en vue des luttes plus dures (et plus ambitieuses) de demain, tout en s'efforçant de la rendre la plus efficace possible pour l'immédiat. Vous n'y pensez pas ! Ceci serait de l'« économisme », du « réformisme » ! L'objectif est de prendre ces luttes comme prétexte pour répéter à tout bout de champ la nécessité (et l'imminence) de la révolution et pour faire de la pêche à la ligne en vue de renforcer sa propre organisation politique : autrement dit, c'est le sectarisme et l'esprit de boutique les plus purs qui dominent, alliés au mépris des intérêts économiques qui sont le fondement matériel de la lutte de classe.

Le même idéalisme conduit « Eugène Varlin » à méconnaître complètement la nature et le rôle spécifiques des organismes immédiats de défense de la classe. Ainsi, dans les syndicats, « Eugène Varlin » se propose-t-il de faire « porter le débat sur l'orientation d'ensemble du syndicat et son rôle, les perspectives révolutionnaires pour la classe ouvrière et les tâches du syndicat dans cette lutte » (*Lutte Communiste* n° 5, p. 4), et se donne-t-il pour objectif de « démasquer l'opportunisme auprès des ouvriers les plus conscients et les convaincre de renforcer nos rangs » (*ibid.*, p. 6). Les communistes n'ont donc pas à se préoccuper d'intervenir pour favoriser la naissance et le développement d'organismes de classe qui, au sein des syndicats comme en dehors d'eux, visent, encore une fois, à la défense du prolétariat : les syndicats (et les autres organismes immédiats) se transforment en moulins à paroles, en véritables parlements ouvriers où on parle de la révolution au lieu de contribuer activement à l'organisation d'une lutte concrète et physique. La lutte contre l'opportunisme ne vise pas à contrer l'action de celui-ci, à permettre aux ouvriers de s'organiser et de lutter malgré et contre lui, elle devient un sport purement verbal visant à le « démasquer » : comme si la lutte de classe était une lutte entre des idées, et non entre des forces. Rien d'étonnant dans ces conditions si les responsables syndicaux sont confondus avec des tribuns révolutionnaires : « Quant aux responsabilités syndicales, nous ne devons les accepter que sur des bases politiques claires — opposées à l'opportunisme et liées à la révolution socialiste immédiate » (*Lutte Communiste* n° 5, p. 6). L'organisation immédiate s'évanouit, ou du moins elle perd sa raison d'être : l'organisation la plus large et la plus ouverte possible aux ouvriers désireux de combattre réellement pour leur classe. Elle se ferme sur des préalables politiques, comme « Eugène Varlin » tenta de le faire dans le Collectif de Garges, en proposant d'introduire dans la plate-forme de celui-ci l'objectif de « l'unité de la classe ouvrière pour la révolution socialiste », à la manière de l'ultra-gauche de 1920 ou du stalinisme du début des années trente, créateur de « syndicats rouges » basés sur l'acceptation du programme communiste.

C'est qu'en réalité « Eugène Varlin » ne méconnaît pas seulement les conditions de

la lutte aujourd'hui (qui exige patience et opiniâtreté), mais la nature même de la révolution future. Pour nous, celle-ci ne se fera pas parce que tous les prolétaires ou leur majorité auront été gagnés au programme de la révolution et du socialisme, mais parce que les grandes masses de la classe lutteront, poussées en avant par leurs intérêts matériels, bien avant même d'avoir conscience du but vers lequel elles tendent. Pour diriger le prolétariat dans la révolution, le parti aura dû regrouper autour de lui des cercles de plus en plus larges de prolétaires organisés (les « lose Organisations » dont parle Lénine), gagnés à son influence non par la seule propagande (toujours nécessaire), mais aussi par son action de tous les jours au vif de la lutte prolétarienne même pour les besoins les plus élémentaires de la classe. De même, les organisations immédiates de classe pourront-elles devenir d'instimables courroies de transmission de la révolution, non parce qu'elles en auront adopté le programme en se transformant ainsi en doublons du parti, mais comme organisations aptes à transmettre les directives du parti au sein des masses les plus larges de prolétaires.

Pour que se fasse effectivement la rencontre entre le parti et la classe sans laquelle jamais ne sera possible le saut entre lutte économique et lutte politique révolutionnaire pour la prise du pouvoir, il faut que les luttes immédiates elles-mêmes arrivent à un haut degré d'incandescence, qu'elles n'aient jamais si le parti n'en réimporte pas dans la classe la conscience des conditions élémentaires qui font défaut aujourd'hui ; il faut que dès aujourd'hui le parti se trempe et s'éduque et qu'il trempe et éduque la classe en participant à ses combats les plus immédiats et en travaillant à y gagner une influence et une sympathie diversifiées au sein de couches de prolétaires aujourd'hui nécessairement réduites, mais qui devront s'élargir : le parti vise à conquérir une minorité d'entre eux à son programme et à son organisation directe, tandis que d'autres le suivront de plus loin et de façon plus instinctive. De même cette courroie de transmission précieuse entre le parti et la classe que sont les organisations immédiates de classe ne renaitra jamais si le parti ne vise pas à favoriser dès aujourd'hui les efforts des prolétaires pour s'orga-

niser de façon embryonnaire hors de l'influence de l'opportuniste syndical et contre elle, en prenant dans cette lutte toutes les responsabilités qui lui incombent, à condition que ce soit sur des bases classistes et en liaison avec les poussées de lutte ouvrière.

Il ne s'agit nullement de mettre « sur le même plan l'organisation des révolutionnaires en parti et l'organisation des ouvriers pour la lutte économique contre le patronat et le gouvernement » (sic), comme « Eugène Varlin » nous en accuse (*La voie de la création du parti*, n° 4, p. 40). Bien au contraire, il s'agit de ne pas confondre organisation économique et parti. Il ne s'agit pas davantage de réserver « aux intellectuels la lutte politique, aux ouvriers la lutte économique » (*ibid.*, p. 31). Bien au contraire, il s'agit d'assigner au parti — où intellectuels et ouvriers se fondent dans un même organe de combat prolétarien — l'intégralité de ses tâches, qui vont de la participation au premier rang aux luttes des ouvriers pour la défense de leurs conditions de vie et de travail jusqu'à la propagande et, comme dit Lénine, aux « révélations politiques » les plus diversifiées auprès des prolétaires. Ceci en renforçant son organisation par un prosélytisme nullement séparé du reste de son activité, mais qui se développe dialectiquement au contact de la classe et de ses luttes, grâce à un travail de conquête et d'organisation, mené non par la simple parole, mais à l'épreuve concrète et autrement décisive des faits. C'est dire qu'il ne s'agit pas, enfin, de refuser d'introduire la politique dans la lutte immédiate et les organisations économiques. Il s'agit de l'introduire d'une façon non mécanique et non boutique, en évitant qu'elle soit un obstacle à la participation la plus large d'ouvriers combattifs, en travaillant pour qu'elle vienne nourrir la lutte au cours de leur expérience elle-même et à partir d'elle, en les aidant à en tirer les leçons les plus complètes possible.

(1) « Phrase activiste ou préparation révolutionnaire ? », *Le Proletaire*, n° 248.

L'OCI et l'immigration : infamie du centrisme

Ceux qui ont le courage de lire *Informations Ouvrières* auront eu la surprise de lire dans le numéro 978 deux articles sur l'immigration ; s'il y a un sujet qui est rarement (pour ne pas dire jamais) abordé dans ce journal, c'est bien celui-là !

Le premier article, intitulé « Comme dans la Russie des tsars à la veille de la révolution, la vieille arme du racisme », explique que ce « régime décomposé tente d'exciter les réactions racistes » contre les travailleurs immigrés, fait un parallèle avec le régime tsariste avant la révolution de 1917 et les pogroms contre les Juifs, et compare la campagne anti-immigrés avec l'affaire Dreyfus ou l'extermination des Juifs pendant la dernière guerre.

Ces références mêmes sont révélatrices. En effet, nulle part l'OCI n'explique la politique bourgeoise, constante depuis des décennies, de contrôle de l'immigration, de ratonnades, envers cette partie de la classe ouvrière. Même l'exemple de la guerre d'Algérie n'est

pas venu à l'esprit de ces Messieurs. Mais cette attitude est normale, car pour dénoncer tout cela, il faudrait aussi dénoncer le PC et le PS qui sont des piliers de cette politique social-impérialiste, et évidemment pour l'OCI il n'en est pas question : il est plus facile de faire référence à des événements que toutes les bonnes âmes démocratiques ont condamnés !

Le deuxième article attaque les récentes prises de position des municipalités PC sur l'immigration. Ici, *Informations Ouvrières* pose la question suivante : « qui bourre les classes d'enfants de travailleurs immigrés ? ». Et il répond : c'est... Giscard. Et contre Giscard que faut-il ? : « l'unité PC-PS, le front unique ouvrier pour défendre les droits des travailleurs immigrés, partie intégrante de la classe ouvrière française, [qui] interdirait immédiatement les provocations racistes, les rafles ». Par quel miracle le PC et le PS au pouvoir feraient-ils une politique opposée à celle qu'ils ont habituellement

dans leurs municipalités, l'OCI ne daigne pas nous l'expliquer. De plus elle n'a évidemment pas un mot pour parler de la position du PS, qui est pourtant la même que celle du PC en plus hypocrite.

Ce qui intéresse l'OCI, ce n'est pas de défendre les intérêts du prolétariat, et encore moins d'organiser la lutte contre tous ses ennemis (faut-il rappeler qu'en cinq ans de lutte des foyers l'OCI n'a pas levé le petit doigt, et que si elle est apparue pour les expulsions du foyer de Saint-Denis, c'est pour mieux amener les résidents sur le terrain de l'aplatissement définitif devant les partis de gauche ?). Ce que veut cette secte, c'est une unité mythique entre PC-PS, même si celle-ci va évidemment à l'encontre des intérêts prolétariens. Aucun travailleur ne doit se laisser abuser par les effets oratoires de l'OCI sur la lutte de classe. Derrière ces phrases se cache le plus profond mépris pour le prolétariat et pour son émancipation. Mais n'est-ce pas là la vraie nature du centrisme ?

NOUVELLES PUBLICATIONS

● Cahiers d'El-Oumami (en langue arabe)

Le n° 1 de la série des Cahiers d'El-Oumami en langue arabe vient de paraître. Il reprend la première partie de notre brochure intitulée *Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois*, qui retrace l'opposition historique entre le socialisme scientifique et le socialisme national et petit-bourgeois en analysant la portée historique de la contre-révolution stalinienne et du « socialisme petit-bourgeois » dans les pays du « tiers-monde ». Ensuite, le cahier reprend l'article paru dans les deux premiers numéros d'El-Oumami qui montre que les bases constitutives du parti communiste sont les mêmes dans tous les pays et que le parti communiste est nécessairement international. Il contient également l'article Ce qui distingue notre parti.

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE
J.A. BP 199
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
Editions Programme, 32, rue du Pré-du-Marché
1004 LAUSANNE

Le fiasco des prud'hommes

Le 13 décembre 1979, on se congratulait entre « partenaires sociaux » : les élections prud'homales du 12 avaient été un succès syndical, surtout pour la CGT et la CFDT ; les prud'hommes renoués grâce — disait la CFDT — aux propositions syndicales allaient enfin constituer, surtout, surtout soulagement, rassurant présage pour les prochaines festivités électorales, les travailleurs semblaient avoir retrouvé le chemin des urnes...

Quelques mois après, la CFDT commençait à gémir : une fois de plus (comme pour les accords sur le chômage, le temps de travail, etc.), on l'avait déçu. Les nouveaux prud'hommes n'avaient dans beaucoup de grandes villes ni locaux ni crédits ; quant aux soi-disant conquêtes qui « renouaient » les conseils de prud'hommes, la formation juridique des élus salariés, et l'indemnisation plus sûre des journées de travail perdues pour siéger, surprise, la bourgeoisie ne leur donnait pas la forme souhaitée ! Le 5 mai 1980, dans son hebdomadaire *Syndicalisme*, la CFDT avouait piteusement qu'« on » avait refusé de faire prendre en charge par l'entreprise les jours perdus, et que, pour

la « formation », on verrait plus tard : encore une « conquête » dénaturée, c'est à vous faire douter du consensus...

Pendant ce temps, les dossiers s'entassaient : un an, deux ans, quatre ans, de délai, voilà pour la justice rapide. En règle générale on ne peut plus s'y risquer sans avocat, et, pour citer un exemple directement connu de nous, dans la région parisienne, les avocats de la CGT commencent par demander des provisions de 400 francs : merci pour la justice gratuite et populaire. En revanche, on peut toujours, en vertu de l'article 226 du Code pénal, se voir gratifier d'un procès si on se permet de mettre en doute l'impartialité des juges aux prud'hommes...

Rénouée ou pas, cette vieille institution interclassiste est à prendre pour ce qu'elle est : une nécessité, quelquefois, pour les travailleurs isolés, qui n'ont pas à en attendre plus d'« objectivité » que de tout l'appareil judiciaire bourgeois ; et à l'échelle collective, un piège pour enliser les luttes (notamment sur les licenciements) dans le marécage judiciaire.

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

- A Aix-en-Provence : vente le 2^e samedi du mois, de 11 h à 12 h, au marché devant le Palais de Justice.
- A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.
- A Arles : vente sur le marché du boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h.
- A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 h à 12 h.
- A Besançon : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30, devant le Suma de Planoise, avenue de Franche-Comté.
- A Caen : vente au marché Saint-Pierre de 10 h 30 à 12 h, dimanche tous les quinze jours, soit les 28 décembre, 11 et 25 janvier, etc.
- Grenoble : vente au marché Saint-Bruno, dimanche tous les quinze jours, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 28 décembre, 11 et 25 janvier, etc.
- Au Havre : vente au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois.
- Au Mans : vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.
- A Laval : vente sur le marché de la Cathédrale le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.
- A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.
- A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, de 10 h à 11 h, dimanche tous les quinze jours, soit les 28 décembre, 11 et 25 janvier, etc.
- A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.
- A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2^e et le 4^e samedi du mois.
- A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
- A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.
- A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois.
- A Strasbourg : vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1^{er} et le 3^e samedi du mois.
- A Toulon : vente au marché du cours L-Blanc à La Seyne-sur-Mer, dimanche tous les quinze jours, soit les 28 décembre, 11 et 25 janvier, etc.
- A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le 1^{er} et le 3^e dimanche du mois, de 11 h à 12 h.
- A Valence : vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourges-Valence, place de la Liberté, soit les 28 décembre, 11 et 25 janvier, etc.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 h à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

Directeur-gérant : SARO

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 PARIS

Distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926